

Délégation départementale de la Gironde

Pôle santé publique et santé environnementale
Service santé environnementale
Dossier suivi par : Annie LAREIGNE
Téléphone : 05 57 01 45 51
Courriel : annie.lareigne @ars.sante.fr

Bordeaux, le 21 JUIN 2019

2019_06_PLUi creonnais _ddtm doc

Monsieur le Directeur Départementale des
Territoires et de la Mer
Service Urbanisme Aménagement Transports
Unité Planification
Cité Administrative – BP 90
Rue Jules Ferry
33090 - BORDEAUX Cedex

A l'attention de Christian PONNOU DELAFFON

OBJET : Projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Créonnais

REF : Votre courriel du 24 mai 2019

Par courrier du 24 mai 2019, vous sollicitez mon avis sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Créonnais. Ce document s'appliquera sur 12 communes constituant la communauté de communes (Baron, Blésignac, Créon, Cursan, Haux, La Sauve, Le Pout, Loupes, Madirac, Sadirac, Saint Genès de Lombard et Saint Léon).

Pour mémoire, mes services ont émis un rapport à connaissance en 2016, apportant des informations principalement dans les domaines de l'alimentation en eau potable, l'assainissement, le bruit, la qualité de l'air, les sites et sols pollués, les activités agricoles et la prévention du développement de larves de moustiques Aedes albopictus, ces thématiques ou facteurs environnementaux liés à l'état des milieux dans lesquels évoluent la population permettent de promouvoir un environnement favorable à la santé adapté aux caractéristiques des territoires.

L'avis de l'ARS Nouvelle-Aquitaine s'attache plus particulièrement à évaluer la prise en compte des enjeux de la santé environnementale au travers des différents documents constituant le PLUi.

1. Alimentation en eau potable

L'objectif est de garantir aux populations une alimentation en eau en quantité suffisante et de qualité. Toutes les zones urbanisées et urbanisables doivent être desservies par le réseau public d'adduction d'eau. Les besoins futurs en eau destinée à la consommation doivent prendre en compte les capacités de production (volumes annuels autorisés) des forages pour la totalité du territoire. Les communes devront répondre favorablement au besoin en eau induit par l'accueil des nouvelles populations. Les réseaux AEP et les ressources en eau devront être en capacité de répondre au projet de développement des communes. **Ces points ont été vérifiés dans le diagnostic présenté dans le rapport de présentation.**

Le plan local d'urbanisme doit être en adéquation avec les directives du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Nappes profondes de Gironde » (prise en compte des nappes profondes déficitaires, diminution des prélèvements, prise en compte des périmètres de protection et prescriptions rattachées à ces périmètres).

Les besoins présents et futurs en EDCH ainsi que les démarches et actions en cours menées par les différents syndicats sont pris en compte dans le dossier fourni. Le dossier précise que le développement futur du territoire de la CDC ne pourra se faire qu'à partir de nouvelles ressources et dans l'attente ne pourra se faire que sur la base d'économies d'eau réalisées (exemple proposition de stockage des eaux de pluie en citerne pour l'arrosage de jardins ou usage non alimentaire).

Le règlement impose le raccordement au réseau d'adduction d'eau potable pour les zones déjà urbanisées ou en voie d'urbanisation.

Le dossier fourni prend en compte les servitudes AS1 afférentes aux forages situés sur le territoire de la CDC aussi bien dans le dossier de présentation, que dans les annexes sanitaires (dossier de servitudes d'utilités publiques joint).

A noter que l'exploitation du forage de Sadirac est actuellement suspendue.

2. Assainissement

Le territoire de la CDC est desservi par des réseaux d'assainissement collectif traités par plusieurs stations d'épuration. Le document favorise le développement de l'urbanisation dans les secteurs déjà desservis par le réseau d'assainissement collectif. Les diagnostics établis font état d'une capacité épuratoire résiduelle suffisante pour traiter les eaux usées des futurs abonnés.

Le document favorise le développement de l'urbanisation dans les secteurs déjà desservis par le réseau d'assainissement collectif ou sur les zones en voie d'être desservies ce qui va dans le sens de la protection des eaux superficielles et souterraines.

La CDC dispose d'un Schéma Directeur d'Assainissement annexé au document. La cartographie des zones desservies par le réseau d'assainissement collectif ainsi que celles concernées par de l'assainissement non collectif sont présentées dans le document.

La CDC ne dispose pas actuellement d'un schéma directeur des eaux pluviales. Le règlement écrit spécifie les conditions de rejet des eaux pluviales sur chacune des zones (réseau pluvial enterré et bassins de rétention, ou infiltration à la parcelle pour les zones non desservies).

3. QUALITE DE L'AIR ET BRUIT :

En matière de qualité de l'air, la planification urbaine doit permettre d'agir sur l'amélioration de la qualité de l'air par la réduction des émissions de polluants (par exemple au travers de la mobilité pour les polluants liés au trafic, ou par le choix des espèces végétales pour les pollens allergisants) et également sur la prévention des situations d'exposition à risque de la population, à proximité de sources de pollutions qui subsistent.

La CDC au travers du document affirme sa volonté de privilégier le développement de mobilités douces (maillage des quartiers en itinéraires de déplacements doux piétonniers ou cyclables), l'urbanisation à proximité de lignes de transport collectif et des équipements ou des commerces, densification des centres bourgs, habitats regroupés. La CDC tend ainsi à limiter la dégradation de la qualité de l'air.

A titre informatif, afin de limiter la pollution atmosphérique liée aux aménagements routiers, les porteurs de projet pourront se référer aux documents suivants :

- rapport ADEME juillet 2011 - Impact des aménagements routiers sur la pollution atmosphérique (<http://www.ademe.fr/impact-amenagements-routiers-pollution-atmospherique>)
- rapport ADEME février 2014 - Impacts des limitations de vitesse sur la qualité de l'air, le climat, l'énergie et le bruit (<http://www.ademe.fr/impacts-limitations-vitesse-qualite-lair-climat-lenergie-bruit>)

D'autre part, en matière de pollution atmosphérique, les installations de chauffage au bois rejettent des polluants atmosphériques, notamment des particules fines et des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (surtout les appareils antérieurs à 2002 et ceux équipés d'un foyer ouvert). Les recommandations suivantes peuvent être annexées (par exemple PADD) :

- remplacement des anciens appareils de chauffage par des équipements plus performants et émettant moins de polluants (notamment de particules fines),
- opter pour des appareils à haute efficacité environnementale et à faibles rejets atmosphériques (label « flamme verte »)

Enfin, il est utile de rappeler que le brûlage des déchets verts est interdit selon l'article 84 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1983, dans les zones urbaines et rurales, sauf dérogation et sous conditions. En effet, le brûlage à l'air libre génère de grandes quantités de polluants atmosphériques. Ce point peut aussi être notifié dans le rapport de présentation ou les annexes sanitaires.

Concernant les aménagements paysagers prévus, il conviendrait de tenir compte du caractère allergisant des pollens de certaines espèces végétales afin de limiter le risque d'allergies. (Pour plus d'informations : www.vegetation-en-ville.org) Ceci peut être explicité et recommandé en annexe.

Le plan local d'urbanisme est aussi un outil de prévention contre le bruit. Ce document permet d'organiser une occupation la plus harmonieuse possible de l'espace et notamment d'éviter ou de limiter les nuisances et les éventuels conflits futurs liés au bruit.

La CDC est concernée par l'arrêté préfectoral du 02 juin 2016 « portant approbation de la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestre de la Gironde ».

La situation du territoire intercommunal est bien rapportée dans le document de présentation, dans les annexes figurent la cartographie des périmètres de prescriptions acoustiques ainsi que les prescriptions d'isolement acoustique. Des marges de recul pour les constructions pour limiter les nuisances routières sur les espaces résidentiels ont été prévues dans le règlement et les OAP, cette disposition au même titre que les cheminements doux cités ci-dessus apporte une amélioration pour la qualité de vie des futurs habitants.

Quelques recommandations sont à prendre en compte dans l'élaboration des projets d'urbanisme :

- Prendre garde à certaines activités préjugées non bruyantes (activités commerciales générant un trafic routier conséquent, par exemple), vis-à-vis d'activités nécessitant des conditions d'exploitation plus calmes.
- Choisir judicieusement l'implantation de certains bâtiments (notamment les salles des fêtes, salles polyvalentes et de sports, pianos-bars, discothèques, bars, restaurants, activités professionnelles non classées) ou de certains équipements (voies routières, stations d'épuration, terrains d'activités sportives ou de loisirs).

4. Promotion des mobilités actives et de l'activité physique

L'activité physique est un déterminant majeur de l'état de santé, de la condition physique, du maintien de l'autonomie avec l'avancée en âge et de la qualité de vie des populations à tous les âges de la vie.

L'objectif en matière d'urbanisme est de permettre aux personnes d'adopter des modes de vie favorables à la santé, permettant à la fois de prévenir l'apparition ou l'aggravation de certaines pathologies chroniques (maladies cardio-vasculaires, obésité, diabète de type 2, cancers, hypertension artérielle...) et d'améliorer la condition physique, la qualité de vie, le bien-être et l'estime de soi. L'aménagement des espaces urbains pour lutter contre la sédentarité est essentiel pour favoriser les modes de déplacements actifs (aménagement des trottoirs, pistes cyclables, mobiliers urbains utilisables pour l'activité physique, présence de parcs et de points d'eau, développement des parcours de marche...).

Pour cela la mise en place d'infrastructures adaptées amenant à la promotion des mobilités actives comme la pratique de la marche, du vélo, l'utilisation des transports en commun, transports partagés ou des nouveaux modes de transports urbains est à prendre en compte dans les documents d'urbanisme et futurs projets d'aménagement. Un guide en ligne (https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_pnns_ville_new.pdf) à l'usage des élus et des services communaux et intercommunaux est disponible afin de permettre aux villes d'améliorer la nutrition et la santé de la population par l'alimentation et l'activité physique. Les collectivités territoriales peuvent devenir signataires de la charte « Villes actives du Programme National Nutrition Santé (PNNS) » en faisant une demande auprès de l'ARS Nouvelle Aquitaine dès lors qu'elles s'engagent à mettre en oeuvre différentes actions de prévention et de promotion de la santé conformes au PNNS dans un ou plusieurs des quatre domaines d'intervention (information-communication, éducation pour la santé, formation, aménagement du territoire) . Toutes les informations sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://solidarites-sante.gouv.fr/prevention-en-sante/preserver-sa-sante/le-programme-national-nutrition-sante/article/les-villes-actives-du-pnns>

Cette problématique doit être prise en compte de façon formelle dans le rapport de présentation (réalisation de diagnostics en matière d'espaces verts, d'équipements sportifs et pistes cyclables et piétonnes) et déclinée dans le PADD (exemple politique de développement de mobilités actives et d'implantation d'équipements sportifs à distance des axes routiers permettant la pratique sportive en intérieur en cas de pic de pollution ou de chaleur) et ceci au même titre que les thématiques qualité de l'air, amélioration de l'ambiance sonore etc.

5. Sites et sols pollués :

La problématique sites et sols pollués est prise en compte dans le document (inventaire Basol et Basias).

La loi ALUR du 24 mars 2014 a instauré le principe d'une meilleure information sur les sites et sols pollués pour améliorer leur prise en compte dans les projets d'aménagement. Dès la connaissance des secteurs d'informations sur les sols (SIS), ceux-ci doivent être annexés aux documents d'urbanisme pour les terrains dont la pollution suspectée justifie la réalisation d'étude de sols et de mesures de gestion pour assurer la compatibilité entre l'état des sols et les usages prévus. Ces études et mesures de gestion incombent au dernier exploitant de l'installation polluante ou au propriétaire du terrain. En cas de changement d'usage d'un terrain, le maître d'ouvrage à l'origine du changement d'usage doit définir les mesures de gestion de la pollution permettant d'assurer la compatibilité de l'usage futur avec l'état des sols. Ces fiches SIS sont en consultation sur le site de la DREAL Nouvelle Aquitaine ou sur Géorisques SIS. **Une fiche numérotée 33SIS06261 existe pour l'ancienne décharge exploitée par la mairie de Baron sur son territoire communal, elle devra être notifiée en annexe sanitaire.** Ce site est en cours de traitement, des objectifs de réhabilitation et des choix techniques ont été définis, le site est classé comme étant à risques potentiels à gérer, il est actuellement utilisé par l'entreprise de M GAZZARO é des fins de stockage provisoire de déchets inertes (matériaux argilo-calcaires et de démolition).

Pour mémoire, la circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles précise que la construction de ces établissements (définis comme l'ensemble des établissements accueillant des personnes de 0 à 18 ans et les aires de jeux et espaces verts attenants) doit être évitée sur les sites pollués. Il conviendra de s'assurer de l'état du sous-sol pour la future construction du lycée prévue sur la commune de Créon (compatibilité de l'état des milieux (sols, nappes...) avec l'usage futur du site).

6. Prévention du développement de larves de moustiques Aedes albopictus, vecteur de la dengue et du chikungunya

Je rappelle qu'une surveillance entomologique est mise en place au niveau national concernant l'implantation des moustiques Aedes albopictus vecteurs de la dengue et du chikungunya.

Le département de la Gironde est classé au niveau 1 du plan anti dissémination de la dengue et du chikungunya en métropole. En effet, Aedes albopictus est désormais implanté et actif en Gironde.

Dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, il peut être prévu le maintien ou la réalisation dans les quartiers d'espaces de nature et de traitements végétalisés éventuellement en lien avec la présence de l'eau. **Il apparaît essentiel d'intégrer dans le développement de tels espaces la prise en compte du risque moustique afin d'éviter la prolifération de ce vecteur au sein de la commune et de se prémunir de l'apparition de cas autochtones de dengue ou de chikungunya.**

Dans ce contexte, il convient de prévoir des aménagements permettant de limiter la prolifération des moustiques, et notamment d'empêcher la formation d'eaux stagnantes dont la présence pourrait constituer des gîtes larvaires (par exemple : éviter toute stagnation d'eau de faible profondeur dans les fossés, les regards d'eaux pluviales, les toitures...), ceci doit être pris en compte dans le schéma de gestion des eaux pluviales.

Pour plus d'informations : Guide des bonnes pratiques dans la lutte anti-vectorielle contre les moustiques à l'attention des collectivités - Centre National d'Expertise sur les Vecteurs (CNEV) - (juin 2016)

http://www.cnev.fr/images/pdf/notes_et_avis/gbp%20version%20longue%20a4%20.pdf

7. Activités agricoles :

La loi d'avenir agricole du 13 octobre 2014 ainsi que l'arrêté préfectoral du 22 Avril 2016 définissent les modalités d'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité d'établissements recevant du public sensible, en particulier ceux accueillant des enfants, dont les écoles.

Un périmètre de protection est préconisé entre bâtiments agricoles et zone bâtie afin d'éviter les nuisances auxquelles peuvent être exposées les populations voisines, ceci va dans le sens de la protection des populations.

L'ARS ne peut qu'encourager ce type d'aménagement qui est de nature à prévenir les risques de nuisances auxquelles peuvent être exposées les populations riveraines d'exploitation agricole, comme par exemple les risques sanitaires liés aux brumes de pulvérisation de produits phytopharmaceutiques sur les parcelles de vignes.

P/le Directeur,
de la Délégation Départementale de la Gironde,
L'Ingénieur d'Etudes Sanitaires



Danièle BERDOY